

## ***L'austérité comme réponse à la crise est une voie sans issue...***

**Le MOC appelle les membres de toutes ses organisations à rejoindre les militants de la CSC pour participer à la mobilisation syndicale européenne qui aura lieu le 21 juin à Luxembourg contre les projets de « gouvernance économique » et de « pacte de l'euro+ ». Des projets marqués du sceau de l'austérité qui sont une menace pour notre prospérité économique et mettent en jeu l'avenir même du modèle social européen.**

Les attaques spéculatives répétées des marchés financiers sur les dettes publiques de plusieurs pays européens - dont il faut rappeler que l'augmentation du niveau d'endettement est une conséquence directe de la crise financière et du sauvetage des banques par les pouvoirs publics et non la cause de celle-ci - ont mis en évidence la fragilité de la zone euro, et plus largement le déficit de gouvernance économique de l'Union européenne (UE).

Pour répondre à ce problème qui a pour enjeu la viabilité de la monnaie unique, une série de réformes visant à renforcer la gouvernance économique européenne ont été prises ces derniers mois par les instances européennes. Sur le principe, une meilleure coordination des politiques économiques en Europe est une nécessité, en particulier dans le cadre d'une union économique et monétaire qui la rend nécessaire afin d'éviter des écarts de compétitivité trop importants entre les pays. Une réduction, à terme, des déficits budgétaires pour notre pays et les pays membres de l'UE est aussi indispensable.

Reste que les solutions préconisées aujourd'hui ne sont pas de nature à répondre à ces défis, pire ils mettent en péril le développement socio-économique de l'UE. En effet, sous couvert de la crise de la zone euro et de la pression constante des marchés financiers, on assiste à une véritable offensive néolibérale sans précédent au niveau de l'UE. Elle s'exprime, en particulier, avec le « plan de compétitivité euro+ » dont l'objectif est de faire adopter par les pays européens le modèle de développement économique en vigueur en Allemagne depuis une dizaine d'années. Modèle basé sur une très forte modération salariale dont les conséquences sociales sont désastreuses et le bilan économique de ce « nouveau miracle allemand » bien plus mitigé que ce que l'on a tendance à présenter habituellement. Sans oublier que cette politique néo-mercantiliste de la part de la plus grande économie en Europe a eu des conséquences négatives sur les autres pays européens. Les énormes excédents allemands étant la nécessaire contrepartie des déficits de ses partenaires commerciaux.

Ces mesures d'austérité - fiscale, salariale, sociale - risquent d'être contre-productives d'un point de vue économique en freinant la relance. Notamment pour les pays en difficulté avec leur dette publique qui n'auront, alors, d'autres choix que de sortir de l'euro. Ces politiques marquent aussi l'emprise sans cesse grandissante des marchés financiers sur les politiques économiques des États européens.

*Communiqué de presse*

Plutôt que d'instaurer une compétitivité à tous crins via une déflation salariale généralisée, l'Europe a besoin en priorité d'un gouvernement économique et social, d'une véritable coopération entre États, d'un renforcement des capacités budgétaires de l'UE lui permettant de mener des politiques ambitieuses, notamment pour assurer la transition écologique.

Une réponse durable à la crise qui passe aussi par la réduction des inégalités, une meilleure répartition des richesses créées, une régulation forte du secteur financier à travers, notamment, une taxation sur les transactions financières, ainsi que le maintien de services publics forts. Aujourd'hui, se focaliser exclusivement sur la diminution des dépenses publiques et la modération salariale comme réponse à la crise ne correspond pas aux défis actuels de notre société. L'Europe doit revoir le cœur de sa politique économique, et oser franchir le pas de l'Europe sociale. Si elle ne le fait pas, l'Europe est condamnée, car elle sera rejetée par ses travailleurs.

Thierry JACQUES,  
Président.